

LE BULLETIN DE L'EDIEC

EA n° 4185

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3 - FACULTÉ DE DROIT

SOMMAIRE

Publications	2
Manifestations	8
Vie de l'équipe	23
Agenda 2025	29
Nous suivre sur le web	31
En savoir plus sur nos activités	32

N° 40

4^e trimestre
2024

OUVRAGES

Édouard DUBOUT, Gaëlle MARTI,
Dominique RITLENG (dir.)

*Acte portant élection des membres du
Parlement européen au suffrage universel
direct. Commentaire article par article*

Bruylant, 1^{er} octobre 2024, 280 p.

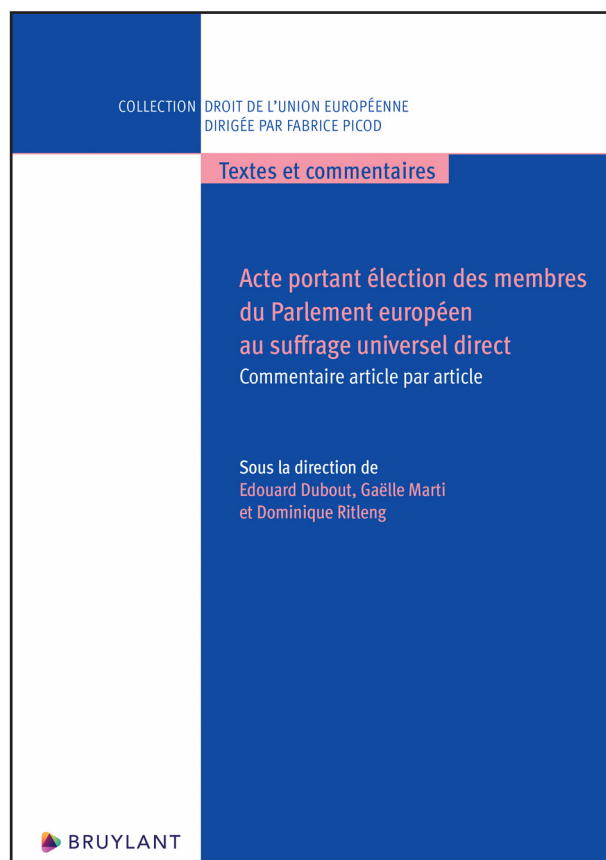
Résumé :

Le présent ouvrage est le premier commentaire des dispositions de l'Acte portant élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct.

L'idée est née de l'horizon des élections européennes de juin 2024 dont est souligné à l'envi le caractère crucial pour l'avenir de l'Europe dans un contexte pour le moins difficile marqué par la guerre en Ukraine, la crise climatique et la montée des mouvements politiques populistes et illibéraux en Europe.

En outre, l'idée de l'ouvrage surgit à un moment où fleurissent les appels à une réforme institutionnelle de l'Union européenne, en particulier du mode d'élection des parlementaires européens. En attestent notamment les propositions visant à l'établissement de listes transnationales, c'est-à-dire de création d'une circonscription électorale paneuropéenne.

Enfin, l'ouvrage permet, par le biais de l'analyse du mode d'élection des députés européens, de reprendre les questions de l'existence ou de l'émergence d'un peuple européen et d'un espace public européen, c'est-à-dire de l'existence ou de l'émergence d'une démocratie à l'échelle européenne.



Bernadette LE BAUT-FERRARESE (dir.)

Le droit de la sécurité d'approvisionnement énergétique dans l'Union européenne

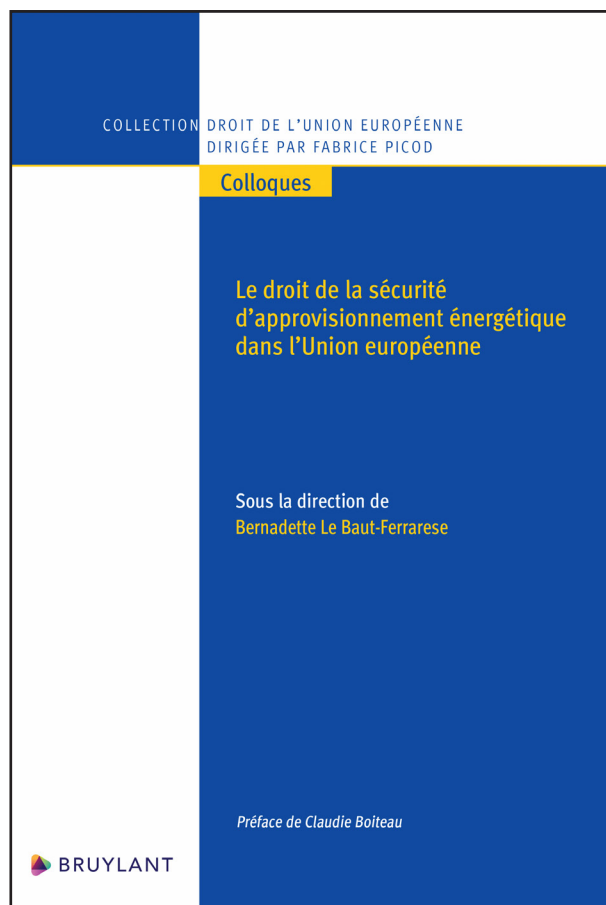
Bruylant, 7 novembre 2024, 334 p.

Résumé :

Alors que la crise sanitaire de la COVID 19 a révélé les fragilités de la société européenne en matière d'approvisionnement de certains produits considérés comme « essentiels », la guerre d'agression déclenchée par la Russie le 15 février 2022 contre l'Ukraine a mis au grand jour, à la fois, la vulnérabilité de l'Union européenne en matière énergétique et le caractère « stratégique » de l'énergie.

De fait, la sécurité d'approvisionnement énergétique constitue un sujet majeur pour l'Union européenne, qui souffre de longue date d'une forte dépendance aux énergies fossiles (pétrole, gaz notamment) et s'est engagée par ailleurs dans une transition énergétique faisant appel à des énergies renouvelables qui pour certaines d'entre elles (éolien, solaire notamment) sont intermittentes.

Cet ouvrage fait le choix de placer le thème de la sécurité d'approvisionnement énergétique dans l'Union européenne sous le regard du droit. Il s'intéresse, ainsi, à la façon dont la sécurité d'approvisionnement énergétique met le droit à l'épreuve, du fait de la spécificité intrinsèque de l'énergie (de ses sources et de ses formes), tout en ne s'en voyant pas moins saisie par lui, par le fait de constituer un enjeu social majeur. Il montre, aussi, que la sécurité d'approvisionnement énergétique vient défier le droit à différentes échelles : territoriales (internationale, nationale, locale) et temporelles (long et moyen terme, court terme). Il traite, également, des incidences de l'actuel processus de transition énergétique sur le droit de la sécurité d'approvisionnement énergétique et, plus particulièrement, des évolutions



que la nécessaire intégration de ses paradigmes (nouvelles énergies, nouveaux marchés de l'énergie etc.) induit. Il met, en particulier, l'accent sur le consommateur d'énergie du fait du rôle pivot de celui-ci pour la sécurité d'approvisionnement énergétique. En somme, par le prisme de la sécurité d'approvisionnement énergétique, il invite à repenser les rapports humains à l'énergie.

CONTRIBUTIONS À UN OUVRAGE COLLECTIF

Benjamin ALLAHAMNE MINDA

« Le mécanisme de règlement des différends de la ZLECAf : opportunités et limites au libre-échange continentale africaine » in H. Prince Agbodjan L. Jossè (dir.), *La ZLECAf : Renforcer les capacités et partager les connaissances pour développement économique inclusif et durable*, JFD éditions, 4^e trimestre 2024, 170 p.

Frédérique FERRAND

« Joining the Past and the Future: Some Prospects from the French Cassation », in J. Nieva-Fenoll, T. Arruda Alvim et R. Cavani (dir.), *Revisiting Cassation and Supreme Courts*, Editora Direito Contemporâneo, 2024, 280 p., pp. 55-97

« Amiable composition » et « Préalable obligatoire (Allemagne) », in V. Égéa (dir.), *Dictionnaire des modes alternatifs de résolution des conflits*, LGDJ éd., 2024, 582 p.

Jeremy HEYMANN

« Perspective comparative au départ du droit des États-Unis d'Amérique », in S. Corneloup et É. Pataut (dir.), *Perdre sa nationalité*, Dalloz, coll. Thèmes & Commentaires, 2024, pp. 73-84

Bernadette LE BAUT-FERRARESE

« L'appropriation de la sécurité d'approvisionnement énergétique par le droit de l'Union européenne » (avec E. Durand), in B. Le Baut-Ferrarese (dir.), *Le droit de la sécurité d'approvisionnement énergétique dans l'Union européenne*, Bruylant, 7 novembre 2024, 334 p., pp. 31-38

« Le droit pour la sécurité d'approvisionnement énergétique », in B. Le Baut-Ferrarese (dir.), *Le droit de la sécurité d'approvisionnement énergétique dans l'Union européenne*, Bruylant, 7 novembre 2024, 334 p., pp. 39-92

Ludovic PAILLER

« Les dimensions spatiales du droit de l'Union applicable à Internet », in Cl. Blumann et F. Picod (dir.), *Annuaire de droit de l'Union européenne 2023*, 18 novembre 2024, 1047 p., pp. 37-64

ARTICLES DE REVUES ET BLOGS SCIENTIFIQUES

Florian BERGER

« L'arrêt Diarra : une nouvelle victoire pour les sportifs professionnels », *Les Cahiers de droit du sport*, n°66, 13 décembre 2024, pp. 63-88

Nicolas BOUCHE

« L'articulation de la compétence de la Juridiction unifiée du brevet avec celle des autres juridictions », *Propriété industrielle*, n°10, octobre 2024, dossier 9, pp. 17-22

Éric CARPANO

« L'Europa e suoi valori », *Eurojus*, Fascicolo n°4, 2024, pp. 93-97

Falilou DIOP

« Un an de droit international privé de la propriété industrielle », in *Chronique* « Un an de... », *Propriété industrielle*, n° 12, décembre 2024

Frédérique FERRAND

« Der aktuelle Trend zur Förderung gütlicher Streitbeilegung in der französischen Ziviljustiz », *ZZPInt*, 28, 2023, pp. 3 -29

Jeremy HEYMANN

« La juridiction unifiée du brevet : une appellation déceptive ? », *Propriété industrielle*, n°10, octobre 2024, dossier 7, pp. 11-12

« Point de vue : Qu'est-ce que l'internationalité d'un litige ? Une question mal posée sous l'empire d'un règlement "Bruxelles I" refondu », *Dalloz*, 2024, 1916.

« La protection des passagers en droit européen des transports. Perspectives françaises de réforme et de consolidation », Actes du colloque du 26 septembre 2024, *Rev. Aff. Eur.*, 2024/3, pp. 407-408

« Vers une réglementation des voyages multimodaux ? », in Dossier « La protection des passagers en droit européen des transports. Perspectives françaises de

réforme et de consolidation », Actes du colloque du 26 septembre 2024, *Rev. Aff. Eur.*, 2024/3, pp. 469-478

Gaëlle MARTI

« Chronique droit de l'Union européenne », in *Revue du Droit public*, n°4/2024, p. 140

« Droit et intelligence artificielle », in *Chronique Intelligence artificielle*, *JCP G*, n° 49, 9 décembre 2024

Cyril NOURISSAT

« La compétence internationale », *Propriété industrielle*, n°10, octobre 2024, dossier 8, pp. 13-16

Ludovic PAILLER

« Exécution d'une condamnation pécuniaire pour atteinte à la réputation : la prohibition de la révision au fond à l'épreuve du respect de la liberté de la presse », *Légipresse*, 2024, pp. 605 et s.

Loïc ROBERT

« Les femmes de Barbe-Bleue à Strasbourg - Les violences à l'égard des femmes devant la Cour EDH », *RDLF*, 2024, chron. n° 79

Panayotis SOLDATOS

« Décryptage de l'actuelle crise du régime de la Ve République française dans une Europe en trajectoire perturbée », www.fenetreeurope.com, Paris, 1^{er} octobre 2024

Hélène SURREL

« Titre VII », in *Chronique Conseil constitutionnel et jurisprudence de la CEDH (janvier 2024 à juin 2024)*, n° 13, novembre 2024

COMMUNICATIONS

Yves EL HAGE

« La compétence en matière contractuelle », in *Économie numérique et droit du commerce international* (dir. sc. G. Anou), Colloque, Université Grenoble-Alpes, 21 novembre 2024

Frédérique FERRAND

« Les Règles modèles européennes ELI-UNIDROIT de procédure civile – De l'esprit à la lettre », in *La procédure civile française dans le miroir des Règles modèles ELI-UNIDROIT* (dir. sc. E. Jeuland, F. Ferrand, C. Chainais et X. Lagarde), Paris I Centre Sorbonne, 4 octobre 2024

« Les apports du droit allemand pour penser la prétention », in *La prétention* (dir. sc. T. Goujon-Bethan et M. Barba), Colloque, Université Jean Moulin Lyon 3, 13 décembre 2024

Marylou FRANÇOISE

« Introduction du cycle "Contentieux international et juridictions spécialisées" », in *International Commercial Courts, State Model(s) of Specialised (Domestic) Courts ?* (dir. sc. M. Françoise et J. Heymann), Conférence, Université Jean Moulin Lyon 3, 8 octobre 2024

« L'exclusion des règles de sécurité sociale du droit international privé de l'Union européenne », in *Le recouvrement transfrontalier des créances de sécurité sociale* (dir. sc. L. Pailler et J. Attali-Colas), Conférence, Université Jean Moulin Lyon 3, 10 décembre 2024

Jeremy HEYMANN

« Introduction à la conférence inaugurale du cycle "Contentieux international et juridictions spécialisées" », in *International Commercial Courts, State Model(s) of Specialised (Domestic) Courts ?* (dir. sc. M. Françoise et J. Heymann), Conférence,

Université Jean Moulin Lyon 3, 8 octobre 2024

« Vision de l'office du juge dans la mondialisation », in *Normes et Justice*, Cycle approfondi d'études judiciaires, ENM, Paris, Ecole nationale de la Magistrature, 15 octobre 2024

Gaëlle MARTI

« Présidence de table ronde », in *Regard et droit public* (dir. ADPL), Colloque, Université Jean Moulin Lyon 3, 10 octobre 2024

« Union européenne. Nouveau cycle institutionnel 2024-2029 - Quelles perspectives ? » (avec T. Chopin), in *Les rendez-vous de l'Europe*, Cycle de conférences, Science Po Dijon et Maison de l'Europe en Bourgogne-Franche-Comté, 14 novembre 2024

Intervention, in *Comment expliquer et faire vivre l'Europe en France et en Allemagne*, Journée d'études, Maison de Rhénanie-Palatinat, Dijon, 15 novembre 2024

« Feuille de route du Groupe des douze » (avec F. Mayer), in *Conférence Chaire Jean Monnet EU Bioethics* (dir. M. Fartunova-Michel), IRENEE, Université de Lorraine, 29 novembre 2024

Cyril NOURISSAT

« Propos conclusifs », in *Économie numérique et droit du commerce international* (dir. sc. G. Anou), Colloque, Université Grenoble-Alpes, 21 novembre 2024

Ludovic PAILLER

« Concilier la gouvernance des activités numériques et la transition énergétique », in *Negocios internacionais e Transição energética* (dir. sc. M. Rosario), Colloque, Rio de Janeiro, 29 octobre 2024

« L'adéquation du régime du transfert international de données », in *Économie numérique et droit du commerce international* (dir. sc. G. Anou), Colloque, Université Grenoble-Alpes, 21 novembre 2024

« Les règles de protection des données à caractère personnel dans le marché européen des données », in *Le marché européen des données* (dir. sc. A. Petel), Colloque, Université Jean Moulin Lyon 3, 28 novembre 2024

Anna PEDRAJAS

« Le regard sur l'action climatique : de la surveillance passive à la protection dynamique », in *Regard et droit public* (dir. ADPL), Colloque, Université Jean Moulin Lyon 3, 10 octobre 2024

Clémentine POUZET

Discutante, in *The Development of Digital and Artificial Intelligence (AI) Legal Frameworks: A Comparative Analysis of ASEAN and the EU, and the Impacts Between the Two Regions* (dir. sc. L. Francoz-Terminal), Conférence, Université Jean Moulin Lyon 3, 14 octobre 2024

Intervention à la table ronde « Federated learning and Data Privacy », in *La circulation globale des données de santé* (dir. sc. L. Paillet, C. Brunerie et M. Musson), Colloque, Université Jean Moulin Lyon 3, 6 novembre 2024

« Les enjeux du Règlement européen sur l'IA », in *Groupe de travail « Numérique en santé »* Lyon Biopôle, 2 décembre 2024

Blanche SOUSI

Point d'information sur le rapport « Less is more » - Simplifier et améliorer le processus normatif européen dans le secteur financier, Comité consultatif du secteur financier (CCSF), 17 décembre 2024

COLLOQUES, CONFÉRENCES, SÉMINAIRES...

4 octobre 2024

Rentrée solennelle des Masters Droit international public et Droit des organisations internationales

Conférence de **Giuseppe PUMA**, organisée par le CDI-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Julie FERRERO**, **Pierre-François LAVAL** et **Kiara NERI**



8 octobre 2024

International commercial Courts, State Model(s) of Specialised (Domestic) Courts ?

Inauguration du cycle Contentieux international et juridictions spécialisées (**Programme**)

Conférence organisée par le CREDIP-EDIEC sous la direction scientifique de **Marylou FRANÇOISE** et **Jeremy HEYMANN**



MANIFESTATIONS

8 octobre 2024

Generative Artificial Intelligence and Elections

Webinaire organisé par le CREDIP-EDIEC, avec la participation de **Yannic BLASCHKE**, **Samara Mariana de CASTRO** et **Akriti GAUR**

Sous la direction scientifique de **Ludovic PAILLER** et **Bastien SAVIN**

8 OCTOBER 2024
18.00-20.00
Plateau PAVM
Manufacture des Tabacs
Université Jean Moulin Lyon 3
6 rue du Dr. Rabreau, Lyon 6P
Live on Youtube Lyon 3

CYCLE OF THE CODE AND LAW SECTION,
SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE

« GENERATIVE ARTIFICIAL INTELLIGENCE »

4th WEBINAR

GENERATIVE ARTIFICIAL INTELLIGENCE AND ELECTIONS

Under the scientific supervision of :
Ludovic PAILLER, Professor of Private Law, CREDIP-EDIEC, Jean Moulin Lyon 3 University
Bastien SAVIN, Doctoral Candidate in Private Law, CREDIP-EDIEC, Jean Moulin Lyon 3 University

With the participation of :
Yannic BLASCHKE, Digital Policy Officer, European Commission
Samara Mariana de CASTRO, Director for the Promotion of Freedom of Expression, Secretariat for Digital Policies, Secretariat for Communication of the Presidency of the Republic of Brazil
Akriti GAUR, Doctorate Candidate in Law, Yale Law School

© D'INFOS - PROGRAMME & INSCRIPTION SUR
FACDEDROIT.UNIV-LYON3.FR



14 octobre 2024

The Development of Digital and AI Legal Frameworks: a Comparative Analysis of ASEAN and the EU, and the Impacts Between the Two Regions

Carte blanche à **Stanati NETIPATALACHOOCHOTE**, avec pour discutante **Clémentine POUZET**, organisée par l'IDCEL-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Laurence FRANCOZ TERMINAL**



CONFÉRENCE UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3
14 OCTOBRE 2024
18H00-20H00
Salle CAILLEMER
Université Jean Moulin Lyon 3
15 quai Claude Bernard - Lyon 7^e

Organisé par l'IDCEL-EDIEC sous la direction de :
Laurence FRANCOZ TERMINAL, Maître de conférences HDR en droit privé et comparé,
Directrice adjointe de l'IDCEL Université Jean Moulin Lyon 3

THE DEVELOPMENT OF DIGITAL
ARTIFICIAL INTELLIGENCE (AI) LEGAL
FRAMEWORKS : A COMPARATIVE ANALYSIS
OF ASEAN AND THE EU, AND THE IMPACTS
BETWEEN THE TWO REGIONS

Présenté par **Stanati NETIPATALACHOOCHOTE**, Chercheur postdoctoral à la Faculté
de droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3, Docteur en droit pénal international et droits
fondamentaux de l'Université de Groningen (Pays-Bas)

Avec pour discutante, **Clémentine POUZET**, Doctorante en droit européen, CEE-EDIEC,
Université Jean Moulin Lyon 3

© D'INFOS
FACDEDROIT.UNIV-LYON3.FR



MANIFESTATIONS

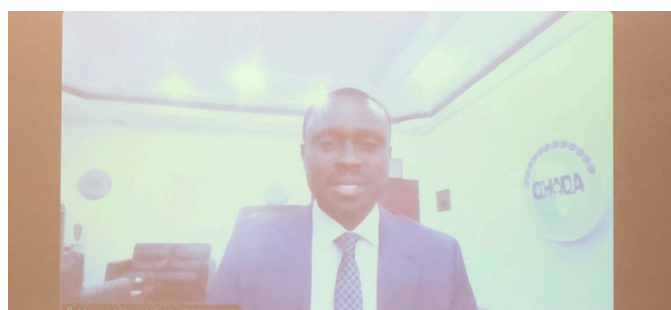
17 octobre 2024

Les perspectives d'extension de l'OHADA

Colloque organisée par le CREDIP-EDIEC et le CDE-ELJ

Sous la direction scientifique de **Falilou DIOP** et **Charlemagne DAGBEDJI**

Programme



18 octobre 2024

Mer et changements climatiques : Enjeux de droits fondamentaux et de droit culturel

Colloque organisé par le CDI-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Kiara NERI** et **Pascale RICARD**

Programme



MANIFESTATIONS

4 novembre 2024

La gestion des fonds européens par la région Auvergne-Rhône-Alpes

Conférence de **Caroline HANNAH**, organisée par le CEE-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Efthymia LEKKOU**



6 novembre 2024

La circulation globale des données de santé

Colloque organisé par le CREDIP-EDIEC, en partenariat avec l'Institut Pasteur de São Paulo, l'Universidade de São Paulo, et le soutien de la région Auvergne-Rhône-Alpes et COFECUB.

Sous la direction scientifique de **Ludovic PAILLER**, **Claire BRUNERIE** et **Margot MUSSON**

Programme



MANIFESTATIONS

7 novembre 2024

Emancipation et droit(s)

Colloque organisé par le CEE-EDIEC, avec le soutien de l'École doctorale de droit

Sous la direction scientifique de **Melis DEMIR**, **Romane PONCET** et **Yaran YILDIRIM-NÉPLE**

Programme



12 novembre 2024

Controverses sur les méthodes en droit de l'UE : un moment réflexif pour les études juridiques européennes

Conférence présentée par **Vincent RÉVEILLÈRE**, organisée par le CEE-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Gaëlle MARTI** et **Loïc ROBERT**



MANIFESTATIONS

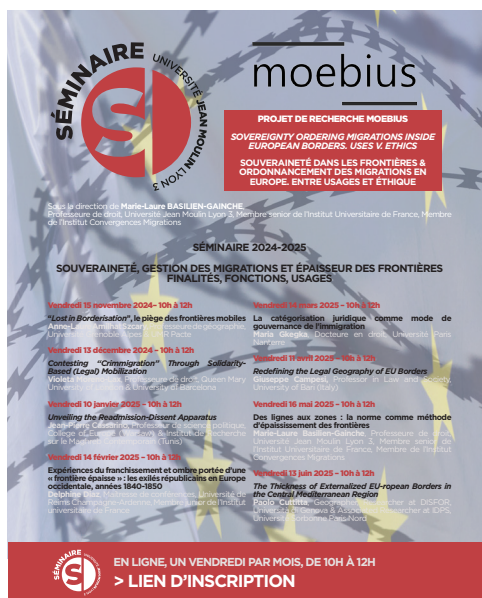
15 novembre 2024

"Lost in Borderisation", le piège des frontières mobiles, par Anne-Laure AMILHAT SZCARY

Séminaire MOEBIUS 2024-2025 organisé par le CEE-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Marie-Laure BASILIEN-GAINCHE**

Programme



25-29 novembre 2024

Contexted Social Rights

Blended Intensive Program, organisé par le CEE-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Gaëlle MARTI** et **Loïc ROBERT**



MANIFESTATIONS

27 novembre 2024

The Carceral Monster : Why Does The United States Imprison More Of Its Citizens Than Any Other Country In The World?

Carte blanche à **Robert LANCASTER**, organisée par l'IDCEL-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Mathieu CARDON**



28 novembre 2024

Le marché européen des données

Colloque organisé par le CEE-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Antoine PETEL**

Programme



MANIFESTATIONS

2 décembre 2024

La mixité du droit privé québécois

Carte blanche à **Patrice DESLAURIERS**, organisée par l'IDCEL-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Laurence FRANCOZ TERMINAL**



3 décembre 2024

The Cross-Border Labour Law Regime Of Aircrew In The Air Transport Sector

3^e édition des Rendez-vous européens du droit international, privé et comparé, organisée par le CREDIP-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Jeremy HEYMANN**



MANIFESTATIONS

4 décembre 2024

L'actualité du droit du climat

Demi-journée d'études organisée par le CEE-EDIEC et l'EDPL

Sous la direction scientifique de **Bernadette LE BAUT-FERRARESE** et **Marianne MOLINER-DUBOST**

Programme



10 décembre 2024

Le recouvrement transfrontalier des créances de sécurité sociale

Séminaire de restitution du projet Bourgeon, organisé par le CREDIP-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Ludovic PAILLER** et **Jessica ATTALI-COLAS**



MANIFESTATIONS

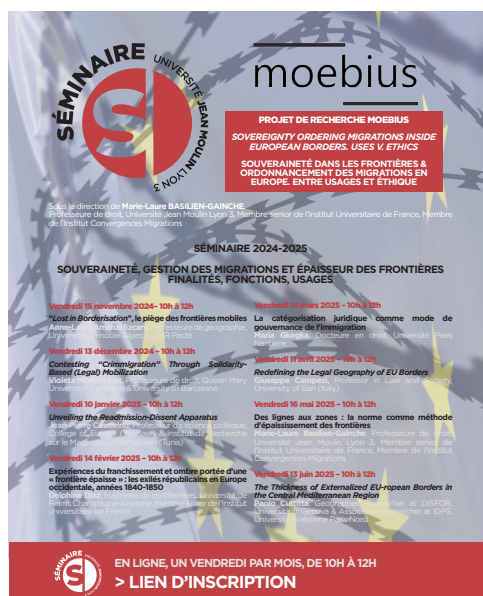
13 décembre 2024

The New Pact on Migration and Asylum: From Organised Hypocrisy to Structured Dehumanisation, par Violeta MORENO-LAX

Séminaire MOEBIUS 2024-2025 organisé par le CEE-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Marie-Laure BASILIEN-GAINCHE**

Programme



SÉMINAIRE UNIVERSITÉ JEAN MOULIN
F. NOUËL

moebius

PROJET DE RECHERCHE MOEBIUS
SOVEREIGNTY ORDERING MIGRATIONS INSIDE EUROPEAN BORDERS. USES V. ETHICS
SOUVERAINETÉ DANS LES FRONTIÈRES & ORDONNEMENT DES MIGRATIONS EN EUROPE. ENTRE USAGES ET ÉTHIQUE

Sous la direction de **Marie-Laure BASILIEN-GAINCHE**, Professeure de droit, Université Jean Moulin Lyon 3, Membre senior de l'Institut Universitaire de France, Membre de l'Institut Convergences Migrations

SÉMINAIRE 2024-2025
SOUVERAINETÉ, GESTION DES MIGRATIONS ET ÉPAISSEUR DES FRONTIÈRES
FINALITÉS, FONCTIONS, USAGES

Vendredi 15 novembre 2024 - 10h à 12h
"Lost in Borderland": le piège des frontières mobiles
Aileen L. Kavanagh, Professeure adjointe de droit, Université de Californie à Berkeley

Vendredi 13 décembre 2024 - 10h à 12h
Contesting "Comensuration" Through "Solidarity-Based (Legal) Mobilization"
Violeta Moreno-Lax, Professeure de droit, Université de Barcelone

Vendredi 10 janvier 2025 - 10h à 12h
Unveiling the Readmission-Dissent Apparatus
Sara E. Ghera, Professeure adjointe de droit, Université de Californie à Berkeley

Vendredi 14 février 2025 - 10h à 12h
Expériences du franchissement et ombre portée d'une « frontière épaisse » : les villes républicaines en Europe occidentale, années 1840-1850
Sébastien Choussy, Professeur de droit, Université de Lyon

Vendredi 16 mars 2025 - 10h à 12h
La catégorisation juridique comme mode de gouvernance de l'immigration
Hélène Grosse, Docteure en droit, Université Paris Nanterre

Vendredi 19 avril 2025 - 10h à 12h
Redefining the Legal Geography of EU Borders
Giuseppe Scialoja, Professeur de droit, Université de Bari (Italy)

Vendredi 16 mai 2025 - 10h à 12h
Des lignes aux zones : la norme comme méthode d'épaississement des frontières
Marie-Laure Basilien-Gainche, Professeure de droit, Université Jean Moulin Lyon 3, Membre senior de l'Institut Universitaire de France, Membre de l'Institut Convergences Migrations

Vendredi 13 juin 2025 - 10h à 12h
The Thickness of Externalized EU-ropcan Borders in the Central Mediterranean Region
Hélène Grosse, Docteure en droit, Université Paris Nanterre

EN LIGNE, UN VENDREDI PAR MOIS, DE 10H À 12H
> LIEN D'INSCRIPTION



UNIVERSITÉ JEAN MOULIN



INSTITUT UNIVERSITAIRE DE FRANCE



INSTITUT CONVERGENCES MIGRATIONS



INSTITUT CONVERGENCES MIGRATIONS

SOUTENANCES

Almodis PEYRE

« La consignation du passager clandestin à bord des navires marchands battant pavillon français »

Thèse de droit, soutenue le 15 octobre 2024 devant un jury composé de :

- **Jacques PETIT**, Professeur des universités, Université de Rennes, Rapporteur
- **Olga MAMOUDY**, Professeur des universités, Université Paris Est Créteil, Rapporteur
- **Anne SIMON**, Professeure des universités, Université d'Artois
- **Caroline CHAMARD-HEIM**, Professeure des universités, Université Jean Moulin Lyon 3
- **Marie-Laure BASILIEN-GAINCHE**, Professeure des universités, Université Jean Moulin Lyon 3, Directrice de thèse
- **Cédric MEURANT**, Maître de conférences, Université Jean Moulin Lyon 3, Co-directeur de thèse



Résumé de la thèse

Dès sa découverte sur un navire marchand, le passager clandestin est enfermé, généralement individuellement, dans un endroit sécurisé et surveillé, principalement une cabine, à partir de laquelle il ne peut sortir.

Si le recours à une mesure privative de liberté est en principe l'expression de la souveraineté nationale, c'est bien le capitaine de navire, ressortissant communautaire mais représentant de l'État français, dépositaire de l'autorité publique mais employé d'une société commerciale à but lucratif, qui consigne le passager clandestin.

Alors même que l'enfermement d'un individu s'inscrit en théorie dans une volonté de protection de l'ordre public, c'est un objectif de protection des intérêts du commerce international qui guide la consignation du passager clandestin.

Ainsi, face au constat d'une surreprésentation d'acteurs privés dans l'utilisation d'une prérogative de puissance publique privative de liberté, la thèse menée

visait à identifier les acteurs et les facteurs qui guident l'utilisation de cette mesure et à en dégager une qualification juridique de façon à déterminer le cadre légal qui lui est applicable.

Cette opération de catégorisation effectuée, les règles identifiées sont par la suite confrontées aux pratiques constatées dans le but d'analyser les interactions complexes entre le droit et la pratique du droit dans les situations les plus marginales et les plus isolées.

Florian BERGER

« La libre circulation du sportif professionnel dans l'Union européenne »

Thèse de droit européen, soutenue le 12 novembre 2024 devant un jury composé de :

- **Mélanie SCHMITT**, Professeure des universités, Université de Strasbourg (Unistra), Rapporteur
- **Mathieu MAISONNEUVE**, Professeur des universités, Aix-Marseille Université, Rapporteur
- **Valerie MICHEL**, Professeure des universités, Aix-Marseille Université, Examinatrice
- **Cyril NOURISSAT**, Professeur des universités, Université Jean Moulin Lyon 3, Examineur
- **Eric CARPANO**, Professeur des universités, Université Jean Moulin Lyon 3, Directeur de thèse



Résumé de la thèse

Le sportif professionnel bénéficie des libertés de circulation prévues dans les traités de l'Union européenne. L'exercice d'une activité économique salariée ou individuelle permet son rattachement à la libre circulation des travailleurs et à la libre prestation de services.

Ce travail vise à analyser le régime juridique des libertés de circulation au bénéfice du sportif professionnel.

L'existence d'un droit sportif transnational interroge directement la portée des dispositions assurant la mobilité des athlètes. En d'autres termes, la libre circulation du sportif professionnel est dépendant des interactions conflictuelles entre le droit de l'Union et le droit sportif.

Cela se matérialise par une difficulté manifeste de la Cour de justice à préserver pleinement l'effectivité et l'efficacité des dispositions du marché intérieur. Cette complexité découle d'une approche particulièrement libérale du juge de l'Union dans la sauvegarde des droits subjectifs que les athlètes tirent du traité. Plus largement, il fait le choix d'une transposition du régime général de libre circulation en matière

sportive. Toutefois, le pluralisme juridique oblige à prendre en compte les spécificités juridiques et institutionnelles du sport.

En réalité, la libre circulation du sportif professionnel est fondée sur un balancement d'intérêts difficilement conciliables entre les objectifs du mouvement sportif international et ceux de l'Union européenne.

Hugo PETER

« L'encadrement juridique de l'arsenalisation de l'espace extra-atmosphérique : enjeux juridiques et institutionnels »

Thèse de droit international public, soutenue le 19 novembre 2024 devant un jury composé de :

- **Clémentine BORIES**, Professeure des universités, Université Toulouse Capitole, Rapporteuse
- **Philippe ACHILLEAS**, Professeur des universités, Université Paris Saclay, Rapporteur
- **Olivier ZAJEC**, Professeur des universités, Université Jean Moulin Lyon 3, Examineur
- **Niki ALOUPI**, Professeure des universités, Université Paris-Panthéon-Assas, Examinatrice
- **Pierre-François LAVAL**, Professeur des universités, Université Jean Moulin Lyon 3, Directeur de thèse



Résumé de la thèse

Cette thèse examine l'encadrement juridique de l'arsenalisation de l'espace extra atmosphérique.

Si l'espace a toujours connu des utilisations militaires, l'hypothèse d'une propagation de la guerre à ce milieu fait craindre qu'il ne devienne un théâtre d'opération. L'applicabilité du droit international public et l'existence de cinq traités spatiaux ne suffisent pas à permettre un encadrement juridique du phénomène. La seule interdiction concernant les armes nucléaires et de destruction massive s'avère insuffisante et nécessite la recherche d'un encadrement plus développé.

La démonstration d'un particularisme du droit spatial guidera la première partie de la démonstration. Celui-ci est révélé par différents éléments à la fois normatifs et institutionnels. Qu'il s'agisse de l'inadaptation du droit existant, des limites institutionnelles ou bien de besoins spécifiques accrus dans le cas de l'arsenalisation de l'espace, ces éléments imposent la nécessité d'une prise en compte de ce particularisme juridique spatial.

Une fois ce particularisme démontré, il

conviendra de le consacrer en agissant tant sur les sources du droit que sur leur contenu. Le recours à la soft law ainsi qu'à des domaines connexes comme la réduction des débris spatiaux ou la viabilité à long terme seront examinés.

Dans le même temps, il sera question d'une révision du contenu du droit en ce qui concerne ses limites, y compris du point de vue des motivations des États à le respecter. La recherche d'un intérêt propre de chaque État au respect du droit se verra conjuguée au développement de la surveillance spatiale comme moyen supplémentaire permettant de lutter contre l'arsenalisation de l'espace tout en favorisant son encadrement juridique.

M'Baha Moussa SISSOKO

« Le rôle de l'arbitrage dans l'attractivité des investissements étrangers au Mali : examen à partir de la pratique des sentences arbitrales rendues »

Thèse de droit international privé, soutenue le 2 décembre 2024 devant un jury composé de :

- **Filali OSMAN**, Professeur des universités, Université de Franche-Comté, Besançon, Rapporteur
- **Blandine ROLLAND**, Professeur des universités, Université de Haute-Alsace, Mulhouse, Rapporteur
- **Marylou FRANÇOISE**, Maîtresse de conférences, Université Jean Moulin Lyon 3, Examinatrice
- **Cyril NOURISSAT**, Professeur des universités, Université Jean Moulin Lyon 3, Directeur de thèse



Résumé de la thèse

En premier lieu, cette thèse décrit et analyse le cadre juridique malien de l'arbitrage. Elle démontre que ce cadre juridique est à la fois conforme aux exigences internationales et très attractif (même s'il demeure insuffisant à lui seul pour attirer le maximum d'investisseurs étrangers dans le pays). Dans cette perspective, la thèse met un accent particulier sur les conditions indispensables à l'attractivité notamment le climat pacifique, la stabilité [fiscale], la confiance dans les institutions judiciaires et politiques etc.

En second lieu, elle apporte une analyse empirique sur la base de l'exploitation des sentences arbitrales rendues par le Centre de conciliation et d'arbitrage du Mali (CECAM), l'unique centre d'arbitrage du pays. Elle comble de ce fait un vide laissé par les travaux antérieurs qui ont porté pour l'essentiel sur le cadre juridique de l'arbitrage. Elle démontre que malgré les tendances européennes de rejet progressif du modèle d'arbitrage investisseur-Etat à la suite de l'affaire Achmea de mars 2018, l'arbitrage demeure une piste d'avenir pour le Mali et l'ensemble des Etats membres de l'OHADA.

Enfin, cette thèse formule en conclusion générale quelques préconisations destinées non seulement à promouvoir l'attractivité des investissements étrangers mais aussi à renforcer la pratique de l'arbitrage au Mali.

Ibrahima DIALLO

« La politique juridique extérieure des États africains à l'égard de la Cour pénale internationale »

Thèse de droit international public, soutenue le 12 décembre 2024 devant un jury composé de :

- **Hervé ASCENSIO**, Professeur des universités, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Rapporteur
- **Alioune SALL**, Professeur, Université Cheikh Anta Diop, Dakar (Sénégal), Rapporteur
- **Kiara NERI**, Professeure des universités, Université Jean Moulin Lyon 3, Examinatrice
- **Marine EUDES**, Professeure des universités, Université Paris-Nanterre, Examinatrice
- **Nicolas HAUPAIS**, Professeur des universités, Université de Paris-Saclay, Examineur
- **Pierre-François LAVAL**, Professeur des universités, Université Jean Moulin Lyon 3, Directeur de thèse



Résumé de la thèse

Depuis sa mise en activité, la Cour pénale internationale a été marquée par une très vive opposition de certains de ses membres, issus du continent africain, et de l'Union africaine.

Ces derniers ont dénoncé une justice sélective et/ou sous influence politique, à l'aune des orientations décidées par le Procureur dans le choix des situations et des affaires à poursuivre, et des interférences, légalement aménagées par le Statut, du Conseil de sécurité des Nations unies dans l'activité de la Cour.

Ces critiques, parfois justifiées, ont créé un climat de défiance à l'égard de l'institution, provoqué des refus d'exécuter ses décisions et l'amorce d'un mouvement collectif de retrait du Statut, mais qui ne semble toujours pas, à ce jour, véritablement se concrétiser. Parallèlement, ces contestations se sont accompagnées de revendications visant à amender le Statut de la Cour et à revoir son mode de fonctionnement.

Les États africains se sont également engagés dans la recherche d'alternatives institutionnelles, envisageant notamment la mise sur pied d'une juridiction à dimension régionale, susceptible de concurrencer la CPI.

PLAIDOIRIE À LA CIJ

Une équipe du CDI-EDIEC, menée par **Kiara Neri** et **Guy-Fleury Ntwari**, a assisté l'Union des Comores et son ambassadeur S.Ex. Mr Youssouf Mondoha Assoumani lors de sa participation orale à la procédure de demande d'avis consultatif portant sur les obligations des États en matière de changement climatique devant la Cour internationale de justice.

Cette affaire, initiée par le Vanuatu et d'autres petits États insulaires particulièrement menacés par le changement climatique et a été portée devant la Cour internationale de justice par l'Assemblée générale des Nations Unies.

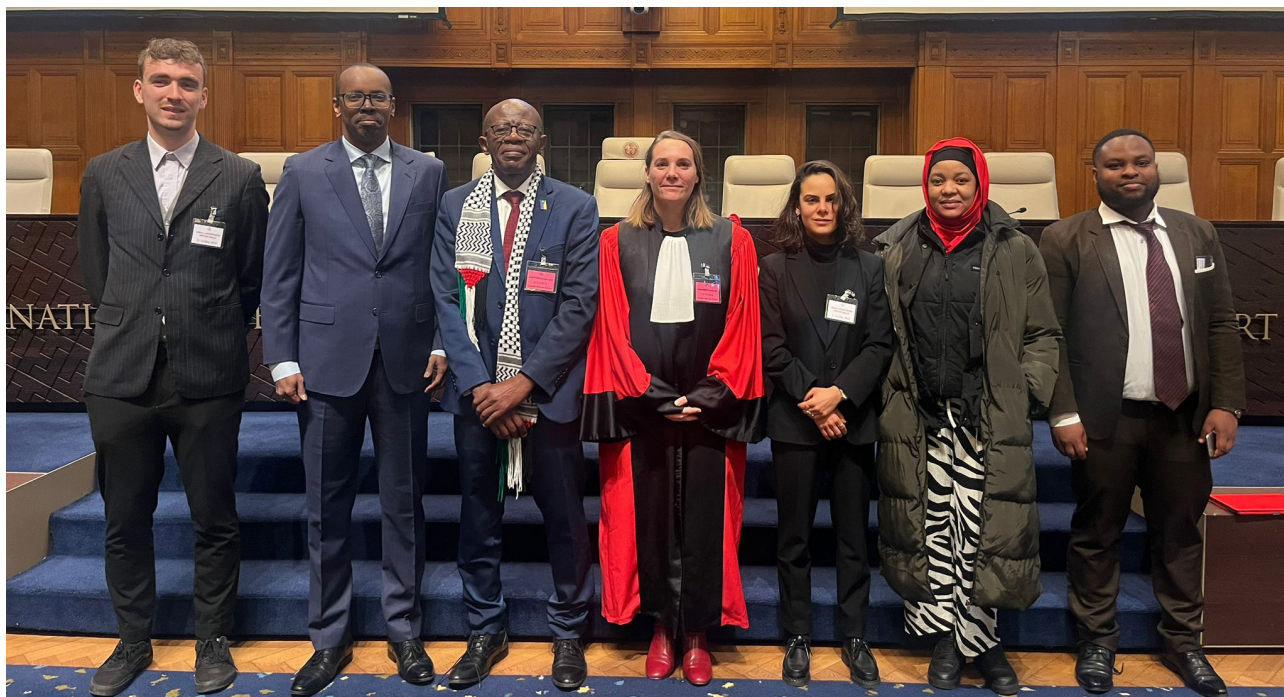
L'équipe a plaidé le 12 décembre 2024 devant la Cour afin de présenter la position juridique des Comores : les obligations primaires des États en matières climatiques sont issues du droit international de l'environnement, notamment de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de 1992 et de l'Accord de Paris, mais également du droit international général, du droit de la mer et du droit international des droits humains. L'équipe a défendu une interprétation intégrée et finaliste de ces différents corps de règles. Par ailleurs, l'équipe a défendu avec force l'applicabilité du régime général de responsabilité de l'État permettant ainsi à des petits États insulaires comme les Comores de demander réparation aux États pollueurs pour les dommages causés. En effet, tout fait internationalement illicite dans le contexte climatique déclenche l'obligation pour l'État responsable d'exécuter son obligation primaire, de cesser la violation, mais également de réparer intégralement le préjudice causé par ce fait.



VIE DE L'ÉQUIPE

L'équipe était composée de :

- **Pascale RICARD**, Chargée de recherches au CNRS, CERIC, Université Aix-Marseille
- **Criss-Dess Bienvenu DONGAR**, Docteur en droit international, Université Jean Moulin Lyon 3
- **Abdulal ALJASM**, Doctorant, CDI-EDIEC, Université Jean Moulin Lyon 3
- **Olivier Nouwagnon AFOGO**, Doctorant, CDI-EDIEC, Université Jean Moulin Lyon 3 et Université de Montréal
- **Guillaume GARNIER**, Doctorant contractuel, EDPL, Université Jean Moulin Lyon 3
- **Anna PEDRAJAS**, Doctorante contractuelle, CDI-EDIEC, Université Jean Moulin Lyon 3
- **Millian PORTET**, Doctorant contractuel, CDI-EDIEC, Université Jean Moulin Lyon 3
- **Sarra SFAXI**, Doctorante, CDI-EDIEC, Université Jean Moulin Lyon 3 / University of Sousse



Retrouvez :

- [La vidéo de la plaidoirie : à partir de 2'06'56](#)
- [Le texte de la plaidoirie : à partir de la page 8](#)

NOUVEAUX DOCTORANTS

Constance BARRIÈRE, « La pertinence de la reconnaissance juridique du crime d'apartheid fondé sur le genre » (dir. **Pierre-François LAVAL**)

Irène DE LA POIX DE FREMINVILLE, « Les fonctions de l'Etat au sein du marché de l'art, une étude comparative entre la France et les Etats-Unis » (dir. **Christine BREEUR**)

Elie HANNA, « Un droit à la stabilité économique en temps de crise ? Étude juridique comparative des crises libanaise et grecque » (dir. **Gaëlle MARTI**)

Jesse NGOH IBARA, « L'investissement international à l'aune du développement durable. Étude comparative Union européenne - Afrique » (dir. **Jeremy HEYMANN**)

Millian PORTET, « La stratégie contentieuse des Etats devant les juridictions internationales » (dir. **Julie FERRERO**)

Alexis QUANTIN, « La protection des droits fondamentaux à l'épreuve de l'ordre public : étude de droit européen des migrations » (dir. **Marie-Laure BASILIEN-GAINCHE**)

JURY DE SOUTENANCE

Marylou FRANÇOISE

Membre (examinatrice) du jury de soutenance de la thèse de **Mbaha Moussa SISSOKO**, « Le rôle de l'arbitrage dans l'attractivité des investissements étrangers au Mali : examen à partir de la pratique des sentences arbitrales rendues » (dir. **Cyril NOURISSAT**, Université Jean Moulin Lyon 3), 2 décembre 2024

Gaëlle MARTI

Membre (rapporteuse) du jury de la soutenance de **Pauline DUPONT**, « Les dispositions liminaires du traité sur l'Union européenne devant la Cour de justice de l'Union européenne » (dir. Fabrice PICOD), Université Paris-Panthéon-Assas, 21 novembre 2024

Membre du jury de la thèse de François BARVIAUX, « Le pouvoir fiscal européen. Contribution à l'étude du droit constitutionnel de l'UE » (dir. **Aude BOUVERESSE**), Université de Strasbourg, 9 décembre 2024

Membre du jury de la thèse de Célia ZAMORA, « La conformité des politiques publiques de prévention et de répression des actes motivés par la haine, aux principes de protection des droits et libertés fondamentaux » (dir. **Laure MILANO** et **Marie-Christine SORDINO**) Université de Montpellier, 17 décembre 2024

Ludovic PAILLER

Membre (rapporteur) du jury de soutenance de la thèse de **Timothy JAMES**, « Le droit de la responsabilité civile face à l'intelligence artificielle. L'influence de la réglementation de l'IA sur la réparation du dommage » (dir. **Luc GRYNBAUM**, Université Paris-Cité), 29 novembre 2024

NOMINATIONS / PROMOTIONS

Marylou FRANÇOISE

Membre du collège d'experts 01 - Maître de conférences, Université Jean Moulin Lyon 3

Gaëlle MARTI

Membre élue du Conseil d'administration de l'Université Jean Moulin Lyon 3

Blanche SOUSI

Membre du Conseil scientifique du groupe d'experts en charge de l'élaboration du rapport « Less is more » - Simplifier et améliorer le processus normatif européen dans le secteur financier

Anna PEDRAJAS

Membre du Comité scientifique de l'ADPL en charge du colloque annuel qui aura lieu à le 9 octobre 2025 sur le thème « Couleur et droit public »

INTERVIEWS

Jeremy HEYMANN

Interview, *France Culture*, « Du droit commercial à la question des frontières et au respect de la vie privée, une lecture juridique des Aventures de Tintin », in *Tintin juriste ?* Podcast France Culture, 25 décembre 2024

ÉVÈNEMENTS

3 octobre 2024

Théâtre-forum - Nuit du droit

Organisé par **Marylou FRANÇOISE** avec la Clinique juridique de la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3



10 octobre 2024

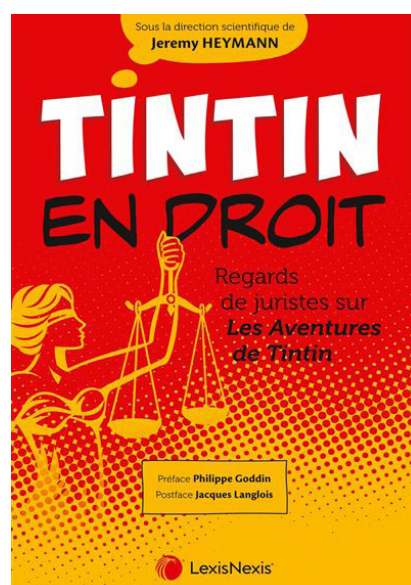
Regard et droit public, colloque organisé par l'Association des doctorants en droit public de Lyon (ADPL), avec le soutien de l'EDIEC



12 octobre 2024

Salon du livre juridique, organisé au Conseil constitutionnel

Jeremy HEYMANN y a présenté l'ouvrage « Tintin en droit », qu'il a dirigé et publié aux éditions LexisNexis (paru le 17 avril 2024).



VIE DE L'ÉQUIPE

6-8 novembre 2024

Réunion plénière du réseau Europe-Direct

Lise **BARAT-STRANIERI** s'est rendue à la Maison des Européens de Paris, pour représenter le Centre de documentation européenne de Lyon



20 novembre 2024

Grand Tournoi des Masters - Phase 1, organisé par la Faculté de droit sous la direction Marylou **FRANÇOISE** et Cédric **MEURANT**

Avec la participation de Florian **BERGER** et Ariane **PRAVAZ**



10 janvier

Séminaire MOEBIUS « Unveiling the Readmission-Dissent Apparatus »

Organisé par le CEE-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Marie-Laure BASILIEN-GAINCHE**

[Programme](#)

13 janvier

Conférence « Retour d'expérience sur la conciliation de justice »

Organisé par la Clinique juridique et le CREDIP-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Ludovic PAILLER** et **Marylou FRANÇOISE**

13 janvier

Conférence, « L'actualité de l'adhésion de l'UE à la CEDH »

Organisé par le CEE-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Gaëlle MARTI** et **Loïc ROBERT**

14 janvier

Conférence « Droits fondamentaux et perspectives de genre au Mexique »

Organisé par l'IDCEL-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Laurence FRANCOZ TERMINAL**

24 janvier

Colloque « L'état de l'Union »

Organisé par l'ALYDE, avec le soutien du CEE-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Gaëlle MARTI** et **Loïc ROBERT**

30 janvier

Conférence « Researching the Operation of the Duty of Candour in Judicial Review in England and Wales »

Organisé par l'IDCEL-EDIEC

Sous la direction de **Laurence FRANCOZ TERMINAL**

31 janvier

Conférence « Matinale de l'actualité du droit économique en droit de l'UE »

Organisé par le CEE-EDIEC

Sous la direction de **Mathieu CARDON** et **Efthymia LEKKOU**

4 février

Colloque, « Les ports face au défi du changement climatique »

Organisé par le CDI-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Gaëtan BALAN** (dans le cadre du projet Mer et changement climatique, dirigé par **Kiara NERI** et **Pascale RICARD**)

[Programme](#)

6 février

Atelier « Culture numérique #1 »

Organisé par l'EDIEC

Sous la direction scientifique de **Bastien SAVIN**

13 février

Colloque « La cohérence du droit des données »

Organisé par le CREDIP-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Ludovic PAILLER** et **Claire BRUNERIE**

[Programme](#)

14 février

Séminaire MOEBIUS « Expériences du franchissement et ombre portée d'une "frontière épaisse" : les exilés républicains en Europe occidentale, années 1840-1850 »

Organisé par le CEE-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Marie-Laure BASILIEN-GAINCHE**

[Programme](#)

20-21 février

Colloque « La justice civile : état des lieux et prospective - Regards croisés franco-allemands »

Organisé par l'IDCEL-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Frédérique FERRAND**, **Beate GSELL** et **Caroline MELLER-HANNICH**

[Programme](#)

27 février - 1^{er} mars

Concours de procès simulé « European Law Moot Court »

Organisé par le CEE-EDIEC

Sous la direction **Yassine CHATTOUT**

14 mars

Séminaire MOEBIUS « La catégorisation juridique comme mode de gouvernance de l'immigration »

Organisé par le CEE-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Marie-Laure BASILIEN-GAINCHE**

[Programme](#)

17-21 mars

Conférences « Semaine de l'Europe »

Organisé par le CEE-EDIEC

Sous la direction scientifique de **Gaëlle MARTI** et **Loïc ROBERT**

[Programme](#)

18 mars

Atelier « Culture numérique #2 »

Organisé par l'EDIEC

Sous la direction scientifique de **Bastien SAVIN**

28 mars

Soutenance de thèse « Identification et détermination d'un régime juridique pour les zones maritimes disputées »

Soutenance de **Pierre MUSY**

SITES

EDIEC, [Équipe de droit international, européen et comparé](#)

CDI, [Centre de droit international](#) :

[Le Journal du CDI](#)

[Le Podcast du droit international](#) + [Twitter](#) + [LinkedIn](#) + [YouTube](#)

CEE, [Centre d'études européennes](#)

CREDIP, [Centre de recherche sur le droit international privé](#)

IDCEL, [Institut de droit comparé Édouard Lambert](#)

RÉSEAUX SOCIAUX

[LinkedIn](#) + [Facebook](#) + [Bluesky](#)

VIDÉOS

[Youtube](#) + [WebTV Lyon 3](#)

BLOGS

L'Europe vue de l'amphi par **Blanche Sousi** : [Web](#) + [LinkedIn](#) + [Twitter](#)

Banque-Notes par **Blanche Sousi** : [Web](#) + [LinkedIn](#) + [Twitter](#)

[Le Blog de Panayotis Soldatos](#)

[Le Blog de Marie-Laure Basilien-Gainche](#)

EN SAVOIR PLUS SUR NOS ACTIVITÉS

PUBLICATIONS

Collection numérique « [Les Cahiers de l'EDIEC](#) »

Collection numérique « [Les Mémoires de l'EDIEC](#) »

Les [publications](#) de nos enseignants-chercheurs et doctorants

Notre activité en archive ouverte sur [HAL](#)

RAPPORTS ANNUELS

Consulter nos [rapports annuels d'activité](#), édités depuis 2011.

Dernière parution : [Rapport d'activité 2022](#), décembre 2022, 99 p.

ÉVALUATIONS

Lire les évaluations quinquennales de notre équipe par des autorités administratives indépendantes nationales :

- [Évaluation par le Hcéres \(2020\)](#)
- [Évaluation par le Hcéres \(2015\)](#)
- [Évaluation par l'AERES \(2010\)](#)

Directeur de publication : **Cyril Nourissat**, Professeur, Directeur de l'EDIEC

Responsable d'édition et responsable de la rédaction : **Lise Barat-Stranieri**, Administratrice de l'EDIEC

Conceptrice et créatrice : **Véronique Gervasoni**, Administratrice de l'EDIEC (2011-2022)

Assistant à l'édition : **Yassine Chattout**, Gestionnaire administratif et assistant à la valorisation de la recherche de l'EDIEC

Bulletin trimestriel (4 numéros/an : mars, juin, septembre et décembre)

Bulletin gratuit, en open access : [CC-BY-NC-ND](#)

Disponible sur : <http://ediec.univ-lyon3.fr/publications/le-bulletin-de-lediec>

Langue de publication : français

Équipe de droit international, européen et comparé (EDIEC – EA 4185)

Adresse postale : Université Jean-Moulin Lyon 3 – Faculté de droit – EDIEC

1C avenue des Frères Lumière CS 78242 | 69372 Lyon Cedex 08

Courriel : ediec@univ-lyon3.fr | Téléphone : 04 78 78 72 51

Mise en ligne : 1^{er} janvier 2025 – XI^e année – 40^e numéro – **ISSN : 2778-2425**